

Alerte presse

Lundi 29/01/2024

Hausse des prix de l'énergie : l'urgence de revaloriser le chèque énergie et d'accélérer la rénovation énergétique !

Le gouvernement a décidé d'augmenter les tarifs réglementés de l'énergie à compter du 1er février 2024 : + 10% pour l'électricité, soit une hausse de 44% en deux ans. Cette augmentation va impacter directement les factures des ménages, déjà confrontés à l'inflation. Dans ce contexte, le CLER- Réseau pour la transition énergétique demande une revalorisation immédiate du chèque énergie pour protéger les plus modestes déjà confrontés à une précarité énergétique galopante.

Dans le même temps, il alerte le gouvernement : la rénovation énergétique des logements, solution pérenne pour sortir de la précarité énergétique, est en perte de vitesse. Selon le [dernier bilan MaPrimeRenov' de l'Anah](#) publié mercredi 24 janvier 2024, une baisse de 15 % des rénovations énergétique est à déplorer en 2023.

Pour Marie Moisan, experte précarité énergétique au CLER-Réseau pour la transition énergétique :

“D'un montant moyen de 149 euros par an, le chèque énergie est aujourd'hui réservé aux 20% des ménages aux revenus les plus faibles, soit 5,6 millions de ménages. Aux côtés de la Fondation Abbé Pierre et de nos partenaires de la [Journée contre la précarité énergétique](#), nous demandons a minima le triplement du chèque énergie, soit un montant moyen de 450€ pour aider les plus modestes particulièrement affectés par la hausse des prix de l'énergie, et en remplacement d'un bouclier tarifaire inéquitable qui a déjà coûté 100 milliards d'euros depuis 2021.”

Pour Danyel Dubreuil, coordinateur efficacité énergétique du CLER-Réseau pour la transition énergétique, et du collectif Rénovons

“Le choix du gouvernement d'augmenter les tarifs de l'énergie présente des risques sanitaires et sociaux importants pour les ménages vulnérables. Pour concilier sortie progressive du bouclier tarifaire et justice sociale, le gouvernement doit accélérer la rénovation des logements occupés par les ménages en précarité énergétique et notamment les millions de passoires énergétiques en location”

Contact presse :

Stéphanie Cayrol, responsable de la communication du CLER-Réseau pour la transition énergétique, stephanie.cayrol@cler.org et 07 49 40 36 28